

17 mai 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage officiel en Suède, Stockholm, jeudi 17 mai 1984.

Mesdames et messieurs,

- Avant de terminer mon séjour en Suède, qui lui-même achèvera ce voyage hors de France, je tenais à rencontrer la presse, cet après-midi. Après vous avoir vus, il restera une visite dans un musée, une exposition Watteau, la visite de l'Institut de France, puis une réception à la Résidence de France. Enfin après avoir rencontré de nouveau le Premier ministre suédois, Olof Palme, avec lequel je prendrai mon petit déjeuner, demain matin, je quitterai Stockholm pour Paris. On a donc fait pratiquement le tour des conversations entre autorités suédoises et responsables français, et je peux, si vous le désirez, répondre aux questions qui vous intéressent. Voilà, je vous écoute.

- QUESTION.- (Concernant les relations franco-suédoises dans le domaine culturel...)

- LE PRESIDENT.- Sur le plan culturel, c'est essentiellement le langage. Pour l'art sous ses diverses formes, musique, peinture, architecture ou littérature écrite mais traduite, le langage est universel et il s'agit donc plus strictement de la difficulté de communication, due au fait qu'assez peu de Suédois parlent français et que bien peu de Français parlent le suédois. Cela exige indiscutablement un effort. Remarquez que ce matin, alors que je rencontrais une dizaine de chefs d'entreprises suédois, tous se sont exprimés en français, et que précédemment, dans le milieu scientifique où je m'étais rendu, nombreux étaient ceux qui parlaient français. Mais il est vrai que sur le plan populaire, et disons dans la masse du peuple suédois, le français n'est pas une langue pratiquée, beaucoup moins en tout cas que la langue anglaise ou que la langue allemande. Nous comptons développer toute une série de moyens qui permettront l'éducation, particulièrement des jeunes, des techniciens, des ingénieurs, pour que dans le domaine technologique, industriel, et, par voie de conséquence, économique, on puisse plus aisément se parler entre Suédois et Français. Et puis, comme vous le savez, nous allons développer la télévision, notamment avec TV 5. TV 5 associe les trois chaînes nationales françaises, la Suisse et la Belgique francophone, et de ce fait, les Français qui vivent en Suède auront ce contact avec leur pays mais aussi les Suédois qui s'intéressent à la France pourront parfaire leur connaissance de notre langue. Voilà ce que je puis vous dire pour l'instant. Je sais que l'Alliance française, les établissements scolaires, font un gros effort pour ce développement nécessaire.

QUESTION.- Monsieur le Président, ces jours derniers, la guerre Iran - Irak a connu une escalade supplémentaire avec l'attaque de plusieurs pétroliers. J'avais posé cette question au Premier ministre suédois, M. Olof Palme... Est-ce qu'il existe des possibilités d'éviter une guerre encore plus grave ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère. Vous savez que la France est l'un des pays qui ont pris l'initiative au sein des Nations-unies de faire adopter une résolution tendant précisément à ce que cette zone ne soit pas l'objet d'actes de guerre, du moins pour que soit assuré le passage maritime. Je vois, d'après ces dépêches, que cette résolution n'est pas très respectée puisqu'à ma connaissance ce sont deux navires du Koweït qui ont été victimes de bombardements. Mais ce ne sont pas les premiers, et ce ne sont sans doute pas les derniers, si j'en juge par le nombre qui m'a été communiqué il y a quelque temps de l'ensemble des navires qui ont été coulés dans cette zone depuis déjà plus de deux ans : cela se compte par dizaines et bientôt on arrivera à une centaine de navires coulés dans la région. C'est très important pour l'équilibre du monde et pour

certaines de navires coulés dans la région. C'est très important pour l'équilibre du monde et pour l'approvisionnement du pétrole qui intéresse beaucoup de pays. Notez qu'il est très important que cette zone ne soit pas interdite au libre passage. La France, dans l'esprit que je viens d'indiquer, puisqu'elle se trouve être à l'origine de la résolution adoptée - que je viens de rappeler - va renouveler ses efforts. Il s'agira ensuite de faire entendre raison - c'est bien le cas d'employer ce mot - à ceux qui n'ont pas respecté ce qui avait été pourtant décidé au seul endroit possible, c'est-à-dire aux Nations unies.\

QUESTION.- (inaudible)

- LE PRESIDENT.- C'est un sujet que j'ai souvent l'occasion de traiter en France. Le gouvernement de la République française est très vigilant sur ce point. Beaucoup de mesures ont été prises en France pour permettre aux immigrants autorisés à résider en France de bénéficier de lois sociales, de logements £ pour qu'ils ne soient pas soumis à des règlements de police discriminatoires, pour qu'ils puissent vivre une vie de famille, bref, pour qu'ils disposent des droits qu'ont leurs camarades français, notamment sur le - plan syndical. Je sais bien que, là comme ailleurs, se développent les campagnes que vous déplorez. Notre position est absolument sans compromis. Le problème qui se pose souvent à un gouvernement, c'est le cas du nôtre, c'est celui de l'afflux d'immigrants clandestins. Cela continue, et naturellement il est impossible à tout pays de recevoir, surtout à une période de chômage, de difficulté d'emploi, des milliers et des milliers de personnes venues de tous les pays où l'on vit difficilement, et où l'on pense que l'on vivrait mieux en France. En effet on est bien accueilli dans notre pays d'une façon générale, mais nous sommes obligés, sur ce -plan, de veiller avec une certaine sévérité à ce que cela ne déborde pas. Cependant tout travailleur immigré, autorisé par nos lois et par nos règlements à travailler en France et à y vivre, pourra même y vivre longtemps. Nous venons d'accorder des cartes de séjour de dix ans, c'est-à-dire que nous avons veillé à ce que l'instabilité et même l'incertitude dont souffraient beaucoup d'immigrants en France puisse cesser. C'est-à-dire que si vous me posez une question de caractère philosophique ou biologique, je n'aurai aucune peine à dire que le racisme me choque et que je le combats. S'il s'agit de la politique pratique, ce pourquoi je suis là devant vous, je viens de vous faire ma réponse.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a quelques jours à Oslo, vous nous disiez que la réalisation de votre voyage à Moscou avait encore besoin d'être précisée. Est-ce que je peux vous demander si depuis ces deux jours de nouvelles précisions sont intervenues ?

- LE PRESIDENT.- Vous connaissez la mécanique de ces choses. Il n'y a d'invitation que lorsque les deux pays ont établi ensemble un communiqué annonçant la visite de celui qui se déplace. Ce communiqué n'a pas été publié... C'est à partir de ce moment là que joue l'explication que j'ai donnée à Oslo. A partir du moment où les deux pays ont communiqué que l'invitation est acceptée et que le voyage aura lieu de telle date à telle date. Celà reste à faire.

- QUESTION.- (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Vous venez de m'apprendre cela. En principe, je réponds aux demandes de rendez-vous qui me sont faites par l'intéressé. Si la belle-fille de M. Sakharov a pu faire cette déclaration à Paris, je m'en réjouis car précisément, je suis l'un de ceux qui ont obtenu qu'elle soit autorisée à quitter son pays. J'ai eu l'occasion d'en être remercié, et il me sera facile de prendre contact. Dès mon arrivée, demain, je verrai ce que j'aurai à faire.\

QUESTION.- (Concernant la guerre Irak - Iran et la "mission Palme"...)

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas eu l'occasion d'en parler. Nous considérons l'un et l'autre - je le sais parce que je connais très bien Olof Palme et qu'il ne m'est pas nécessaire de venir à Stockholm pour avoir des relations avec lui - nous considérons cette guerre comme l'une des plus importantes du moment. Il en a une connaissance particulière, puisque vous savez qu'il a été chargé d'une mission internationale pour permettre le rapprochement des points de vue. Il m'en a donc souvent parlé, et je connais tout à fait sa façon de penser. C'est vrai que j'ai toujours moi-même considéré ce conflit, je l'ai souvent dit à la presse française, comme l'un des événements les plus importants de notre époque, qui se produit dans un sillon autour duquel se sont organisés bien des conflits à travers les siècles. Et le premier soin à prendre, c'est d'éviter qu'il ne fasse tache d'huile, qu'il ne s'internationalise davantage. Nous pensons que tout ce qui pourrait être

entrepris- et nous avons nous-même entrepris de nombreuses démarches au niveau des Nations unies pour parvenir à une esquisse au moins de trêve en attendant mieux - doit être fait. Aussi ne pensons-nous pas que cela puisse se faire sur la base d'une victoire. Voilà, je ne peux pas vous en dire davantage, et je n'interprète pas la pensée de M. Palme, je m'interdirais de le faire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle est l'attitude de la France vis à vis de la proposition de couloir dénucléarisé du centre de l'Europe.

- LE PRESIDENT.- Sur le problème du couloir ou de la zone dénucléarisée, nous en France, nous avons quelque scepticisme, car nous voyons bien l'étroitesse de la bande de territoire qui serait ainsi affectée par cette décision, ce qui ne comporte pas, à nos yeux du moins, d'effets décisifs. D'autre part, nous ne savons pas de quelle façon l'Union soviétique répondrait à une décision, de ce genre c'est-à-dire si elle ferait elle-même reculer la zone de ses propres armements ? Mais il y a un préalable à cette discussion : cela n'est possible que si les différents pays, au moins les cinq pays de l'Europe du nord, se mettent eux-mêmes d'accord sur cette proposition. Pour l'instant il y a la Suède et la Finlande, mais il n'y a ni l'Islande, ni la Norvège, ni le Danemark & si cette proposition était faite par l'ensemble de ces pays et spécialement par les quatre pays continentaux, nous en discuterions. Pour l'instant, ce n'est encore qu'à l'état de proposition.\

QUESTION.- Etes-vous fasciné par le modèle suédois, que le Président Pompidou a qualifié de "socialisme moins le soleil".

- LE PRESIDENT.- La réflexion de M. Pompidou est une réflexion très heureuse, très juste, et la politique qu'il a menée aurait bien fait de s'en inspirer davantage & quant au soleil, c'est moi qui l'ai eu. Il est vrai que la social-démocratie suédoise, présente pour tous les pays occidentaux de l'Europe, sur de très nombreux points qui sont essentiels - je pense en particulier à l'organisation sociale - un modèle & et ce n'est pas d'aujourd'hui. Le socialisme scandinave, depuis une époque ancienne, surtout à partir des années trente, a été en mesure de faire passer dans la pratique certaines de ses idées qui ont été essentiellement marquées par de très grandes réalisations sociales, des lois audacieuses et d'avenir, grâce auxquelles l'organisation de la société s'est opérée à grande allure sur le -plan social, et sur le -plan municipal, d'une façon décentralisée, sur la base de l'association et de la coopération.

- Et l'ensemble des propositions qui ont été mises en pratique par la social-démocratie suédoise, reste un exemple, y compris pour les socialistes français, mais ce n'est pas en leur nom que je m'exprime. Ayez l'obligeance, monsieur, de penser que depuis trois ans il s'est produit certains événements qui font que je ne m'exprime pas tout à fait au même titre qu'avant 1981 & mais enfin vous me demandez mon avis. Moi je suis très séduit par la social-démocratie suédoise et si je pense qu'il pourrait y avoir encore plus de soleil - mais je suis sûr que le gouvernement de ce pays y songe et n'ai pas de leçon à lui donner - ce serait une appréhension de plus en plus économique de la démarche sociale. Moi je n'ai après tout à m'occuper que d'une chose, c'est de la volonté du peuple suédois & je n'ai à connaître présentement qu'un partenaire, c'est la nation suédoise et les dirigeants qu'elle se donne & je suis très content de ceux que je rencontre.\

` Suite réponse sur la social-démocratie suédoise `

- Je suis fasciné, je dois dire, par très peu de choses. J'ai un esprit peut-être trop rationnel, trop critique. Donc la fascination invoquée par cette publicité est un mot sympathique, enthousiaste, mais qui ne correspond pas tout à fait à mon tempérament. Je ne suis pas "fasciné" par la social-démocratie suédoise, pas plus que je n'ai jamais été "fasciné" par aucune théorie. Etant entendu que dans mes choix personnels, je suis un adepte de certaines des théories économiques et sociales de la social-démocratie suédoise, puisque nous sommes de la même famille politique, économique, sociale et qu'une certaine façon de considérer les relations entre la démocratie politique et la liberté des Droits de l'Homme et la démocratie sociale et économique d'autre part nous est commune. Car il y a des pays qui ont choisi de développer des expériences économiques et sociales audacieuses mais qui ont oublié en chemin la liberté, et il y en a d'autres qui parlent beaucoup de liberté, et il y en qui s'accrochent désespérément à ce qu'ils appellent la démocratie politique, sans se rendre compte qu'il n'y a pas de démocratie politique quand il n'y a pas de démocratie sociale et pas de démocratie économique. Nous appartenons donc, les

sociaux-démocrates, le gouvernement de la France et moi-même, par mes choix politiques antérieurs à mon élection à la Présidence de la République, et qui restent les mêmes dans les fonctions que j'occupe, à la même famille, avec des inflexions. Est-ce que vous avez vu des frères ou des cousins qui se ressemblent, à moins qu'ils ne soient jumeaux ? Tel n'est pas le cas et je ne suis donc pas fasciné, mais j'admire beaucoup de réalisations suédoises et ce n'est pas mon modèle, c'est un modèle dont nous avons beaucoup à tirer pour le bien de la France.

QUESTION.- (Concernant l'arme nucléaire française...)

- LE PRESIDENT.- La force atomique française, la force de frappe est une force puissante, son objet est d'avoir une vertu dissuasive, c'est pourquoi on appelle cela la stratégie de dissuasion, pour que l'adversaire éventuel, celui qui voudrait nous attaquer, l'agresseur, ait à craindre assez de pertes pour qu'une guerre avec la France ne présente aucun avantage, aucun bénéfice, aucun profit. C'est le cas de la France actuellement et 98 charges nucléaires françaises : c'est suffisant pour remplir la fonction dissuasive que j'évoquais à l'instant pour protéger la France. 64 charges nucléaires britanniques, 9000 soviétiques et 9 à 10000 américaines. Cette différence considérable dans les chiffres montre que lorsque l'on parle de désarmement, je me permets de faire cette recommandation aux amis de la France et "il vaudrait peut-être mieux s'intéresser à ce que font de leurs armes les Russes et les Américains, avant de commencer par penser à la France." Voilà la comparaison des forces. Je ne crois pas du tout aux intentions bellicistes des deux super-puissances. Ni à celles des Etats-Unis, bien entendu, -et nous faisons partie de la même alliance - ni à celles de l'Union soviétique. Mais je crois, parce que l'histoire me l'enseigne, que beaucoup de pays puissants ont attendu de la manifestation de leur force sans la guerre des résultats comparables à ceux qu'on obtiendrait par une guerre. Veut-on que l'Europe se trouve dans une situation de déséquilibre qui la conduirait à des concessions dont on ne connaîtrait pas la fin, sinon la perte de l'indépendance ? Voilà, je suis simplement responsable de mon pays, la force de frappe dont dispose la France est suffisante, à la condition qu'elle s'adapte à l'évolution des connaissances scientifiques et techniques dans ce domaine. Mais ce dont dispose la France lui permet d'assurer son objet qui est la dissuasion. Je répète que la simple comparaison des chiffres montre que ce serait folie d'imaginer une attitude offensive de la part de la France, qui pourrait connaître alors un déroulement tel que celui que vous avez dit, c'est-à-dire la menace pour la France d'être anéantie. L'intérêt bien compris de mon pays, de la paix et de l'Europe, c'est de faire que la dissuasion nucléaire joue pleinement son rôle, ce que nous faisons.

QUESTION.- Vous a-t-on parlé de la manifestation des travailleurs de SKF France en Suède ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur, personne ne m'en a parlé. Je dois dire que je m'attendais à tout moment à ce qu'on le fasse d'autant plus que je me suis trouvé ce matin, je vous l'ai dit tout à l'heure, devant une dizaine d'industriels dont le principal responsable de SKF. Mais délicatesse suédoise, il a pensé que je n'étais pas venu à Stockholm en tant que chef d'Etat pour traiter d'une série de contentieux particuliers, et il a bien fait d'ailleurs, cela prouve qu'il a beaucoup de considérations pour la France, et je l'en remercie. Mais, SKF fait partie en effet des quelques problèmes industriels, où l'on voit des travailleurs français occuper leurs usines, souvent de façon préventive, au moment où ils entendent dire qu'il pourrait y avoir soit la fermeture de l'usine, soit son déplacement à l'intérieur de la France, ou de la France à un autre pays étranger, soit de très graves et de très nombreuses suppressions d'emplois. Nous traitons ces problèmes en veillant à faire respecter le droit français, c'est-à-dire les décisions de justice, mais en tenant compte aussi de la réalité de la classe ouvrière, de ses angoisses, de ses inquiétudes, souvent des drames qu'elle connaît. Cela exige le maniement de toutes les lois sociales dont nous disposons, et aussi une relation contractuelle, une capacité de dialogue, qui, tant qu'elle n'est pas épuisée, doit être employée. Il en va de SKF comme il en va d'autres conflits, étant entendu, qu'en fin de compte, tout étant fait pour que le droit social et le droit de chaque individu soit respecté, la loi doit être elle-même appliquée. C'est de cet équilibre subtil que souvent dépend la paix sociale, et le gouvernement de la République en France est très soucieux de préserver la paix sociale.

QUESTION.- (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Oui, nous avons parlé longtemps. Hier une heure et demie peut-être et ce matin, près de deux heures. Et nous avons déjeuné ensemble, et je retrouve le Premier ministre

matin, pres de deux heures et nous avons dejeune ensemble, et je retrouve le Premier ministre `Olof Palme` demain matin, peut-être pour une heure et demi. Ce n'est pas trop car beaucoup de sujets nous intéressent. Mais cela permet quand même d'approfondir une conversation. Le premier sujet qui est venu naturellement à notre esprit, a été celui des relations entre l'Est et l'Ouest, de la capacité de dialogue entre l'Est et l'Ouest, des risques de la situation présente, et parmi les questions subséquentes, le problème de la zone dénucléarisée, du couloir, le problème de la neutralité suédoise dont j'ai dit hier soir ce que j'en pensais.

- En revanche, les dirigeants suédois se sont intéressés au problème dont je viens de parler il y a un moment, celui de l'armement nucléaire de la France. Voilà le premier groupe de questions qui sont liées, et qui ont occupé pas mal de temps.

- Nous avons aussi parlé de certains problèmes touchant le désarmement - développement, la relation que nous faisons précisément entre le désarmement et le développement, puisque nous sommes les auteurs, Suède d'un côté, France de l'autre, d'une série de propositions liant les deux phénomènes. De même que nous sommes parmi les rares pays, qui en dépit des défaillances de certains, notamment des plus puissants et des plus riches, avons maintenu notre aide dans les organismes ou institutions d'aide au développement. Nous avons parlé de cela.

- Nous avons parlé ce matin, en particulier, d'environnement. Nous nous préoccupons en commun de cette contagion, de ce déplacement des pluies acides, avec les dommages très graves que subissent les forêts, mais aussi les cours d'eau, et par voie de conséquence, les cultures, et puis, la santé des hommes. Nous avons parlé des problèmes nucléaires, proprement dit, et j'ai dû, de moi-même, parler de Mururoa, parce que je sais, qu'on en parle beaucoup en Suède. J'ai dit ce que j'en pensais.

- M. Palme et moi, nous avons évoqué le problème de la situation de M. et Mme Sakharov, et nous nous sommes inquiétés de ce que toutes démarches soient faites - il en est fait déjà beaucoup - afin d'assurer la vie mais aussi la liberté par les soins nécessaires, de ces deux personnages, aujourd'hui privées de liberté. Nous avons donc parlé de ce sujet, nous savons à l'heure actuelle que les directeurs actuels des dix pays de la Communauté européenne `CEE` s'entretiennent de ce sujet, pour une démarche commune. Voilà, je n'ai pas établi sous mes yeux, une liste des questions traitées mais je vais faciliter ma tâche, en vous disant que l'on a parlé à peu près de tout ce qui est intéressant.\

QUESTION.- (Concernant l'Amérique centrale...)

- LE PRESIDENT.- Nous en avons parlé en effet. Surtout que M. Olof Palme s'est rendu au Nicaragua, et que nous-mêmes avons des relations constantes dans cette région du globe. Comme vous le savez, la France a pris de nombreuses initiatives. Je me suis même exprimé, à ce sujet, depuis la tribune du Congrès à Washington. Bref, nous avons échangé nos informations, et sans aucune peine adopté les mêmes positions. Faut-il les rappeler ? Je crois qu'elles sont connues de tous les journalistes ici présents.

- QUESTION.- (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Mais monsieur, vous voulez me faire faire le perroquet ! Tel n'est pas je pense votre intention. Si vous l'aviez, vous n'y parviendriez pas. J'ai dit ce que j'avais à dire sur ce sujet. Je ne peux pas vous dire l'ordre du jour d'un rendez-vous qui n'est pas pris. Je pourrais aussi vous dire, à quelle heure je prends le train pour aller de Moscou à St-Petersbourg ! On n'en sortirait pas. Je vous en parlerai en temps utile. Je comprends que cela vous intéresse. Je le comprends très bien. Mais chaque chose en son temps.

- QUESTION.- (inaudible.)

- LE PRESIDENT.- Qu'elle est la question la plus importante pour l'Europe ? Eh bien, c'est la paix.\